

Recherches sociographiques



Jean-Claude CORBEIL, *L'embarras des langues. Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, 548 p.

Loïc Depecker

Volume 49, numéro 2, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018922ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/018922ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Depecker, L. (2008). Compte rendu de [Jean-Claude CORBEIL, *L'embarras des langues. Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, 548 p.] *Recherches sociographiques*, 49(2), 355–357. <https://doi.org/10.7202/018922ar>

à voir si, dans la conjoncture financière défavorable de l'UQÀM dans les années 2007-2008, cette « université dans l'université » saura à nouveau s'ajuster pour continuer à offrir des services de formation à distance de qualité. Malgré un style quelque peu lourd en raison de nombreuses répétitions et de retours sur des aspects déjà discutés, cet ouvrage constitue une référence de premier ordre pour tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement supérieur et, en particulier, à la formation universitaire à distance.

Manuel CRESPO

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université de Montréal.
manuel.crespo@umontreal.ca*

Jean-Claude CORBEIL, *L'embaras des langues. Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, 548 p.

Comment peut-on être embarrassé par les langues ? Il suffit de considérer le paysage linguistique du Canada, du Québec ou d'ailleurs pour que la question devienne, à chaque instant, centrale. Comment remédier aux embarras ? Quand toute prise de parole devient problématique, il faut essayer de transformer cet embarras en solution. C'est l'objet même d'une politique linguistique : faire en sorte qu'une société « trouve en elle-même les moyens de faire vivre en harmonie toutes les communautés linguistiques ». C'est essentiellement l'expérience québécoise qui est ici expliquée, en un livre enthousiasmant et rare, parce que rédigé par l'un des principaux acteurs de la politique linguistique au Québec depuis 40 ans.

Jean-Claude Corbeil y retrace en une remarquable somme la suite d'événements qui ont forgé le paysage linguistique du Québec d'aujourd'hui. Tocqueville écrit en 1831 : « Les Anglais et les Français se fondent si peu que les seconds gardent exclusivement le nom de Canadiens, les autres continuent de s'appeler Anglais ». Séparation atavique qui conduira les Canadiens français à réclamer sans relâche que soit précisé le statut de leur langue dans la colonie britannique. De ce point de vue, la création de la Confédération canadienne, en 1867, même si elle repose sur la proclamation de l'égalité des deux peuples fondateurs, reste une illusion. Il faut voir les francophones prendre progressivement conscience de leur degré d'assujettissement. Une enquête de 1959 montre que la majorité des enfants francophones ne dépasse pas l'école élémentaire. Une autre enquête de la fin des années 1960 révèle que les francophones viennent à la 12^e place dans l'échelle sociale, devant les Italiens et les Amérindiens. Coup de tonnerre. La scolarisation sera l'un des thèmes de la Révolution tranquille qui traverse les années 1960. De même que celui du français langue d'usage et langue de travail. Sous la pression d'intellectuels, l'Office de la langue française est créé en 1961 pour élaborer les premières mesures de préservation du français. Il faut imaginer le paysage

linguistique du Québec d'alors, sans aucun modèle auquel se référer. Il fallait tout inventer. Se succèdent ainsi plusieurs batailles pour faire du français, d'abord la langue commune des Québécois. Puis celle du travail, ce qui n'était pas gagné d'avance en raison des rapports de pouvoir au sein des entreprises, majoritairement aux mains des anglophones.

Curieusement, le feu prend ailleurs. En 1968, à Saint-Léonard, ville de la banlieue de Montréal. Parents et autorités s'affrontent au sein d'une commission scolaire à propos de la langue d'enseignement. Fait surprenant, cette querelle éclate entre Québécois et Italiens immigrés, qui réclament le droit de faire instruire leurs enfants en anglais. Plusieurs émeutes ont lieu, dispersées par la police. Le gouvernement qui succédera à cette crise engagera l'Office de la langue française à s'occuper en priorité de la langue de travail et de la publicité. L'opinion étant en alerte, les politiques se trouvent conduites à inscrire la question du français dans leurs programmes électoraux. Exercice délicat, car les politiciens s'adressaient à des électeurs francophones et anglophones ! En fait, la voie est ouverte pour le vote d'une loi : c'est la Charte de la langue française (dite Loi 101), adoptée en 1977. L'article 1 stipule que « le français est la langue officielle du Québec », fondant le projet d'une société québécoise de langue française. Plusieurs questions prennent de l'ampleur au fil des années, comme celle de l'affichage bilingue ou de la langue de travail dans certains secteurs. Ainsi paraît en 1979 le rapport de la commission d'enquête sur les communications aériennes. Le français y est déclaré « sécuritaire ».

Sur le plan plus proprement politique, les référendums sur la souveraineté du Québec resurgissent au détour des décennies 1980 et 1995. Malgré les échecs, la dynamique engagée change peu à peu le visage linguistique et identitaire du Québec. C'est ce que l'on découvre en détail dans ce livre très pédagogique, le premier à couvrir toute l'histoire linguistique du français au Québec. L'étincelle du livre a été une remarque faite à Jean-Claude Corbeil par une étudiante qui lui reprochait de n'avoir pas laissé d'ouvrage élaboré sur la politique linguistique du Québec, à laquelle il avait pleinement participé comme spécialiste des langues et responsable linguistique. Le livre est désormais là, magistral. Une surprise cependant : la bibliographie ne cite pas l'article de Jean-Claude Corbeil « Éléments d'une théorie de l'aménagement linguistique », paru dans le numéro 5 de *la Banque des mots* en 1973. On n'imagine pas la répercussion qu'a pu avoir en France la notion d'« aménagement linguistique » que Jean-Claude Corbeil a été l'un des premiers à théoriser à partir de 1972 comme directeur de l'Office de la langue française.

Le Québec, immense laboratoire de linguistique appliquée, a été novateur de bout en bout. Il a dû inventer pour préserver son identité, sa culture et sa langue. Jusqu'à la cohérence scientifique de ses interventions, dont porte témoignage la *Politique de l'emprunt linguistique* adoptée par l'Office québécois de la langue française le 14 septembre 2007. Il y a dans ce recueil quarante années d'aménagement terminologique du Québec. Nous aurions tort, nous Français, de ne pas nous en inspirer. Car vue de France, l'expérience québécoise ne cesse d'être une révélation. Le Québec a été un précurseur pour bien des questions qui ont émergé ces dernières années de ce côté-ci de l'Atlantique, comme celle de la néologie

scientifique et technique, de la féminisation des titres et noms de profession, ou celle de l'exigence non négociable de la présence du français dans l'informatique (années 1980-1990).

Pour la France, l'histoire de la langue française au Québec doit servir de boussole et de guide. L'un des chapitres est intitulé : « Comment orienter l'usage d'une langue ? » Saura-t-on, ici et ailleurs, tirer toutes les leçons de l'aventure de la langue française au Québec ?

Loïc DEPECKER

Université de Paris Sorbonne.
loic.depecker@univ-paris3.fr

Thomas WIEN, Cécile VIDAL et Yves FRENETTE (dirs), *De Québec à l'Amérique française. Histoire et mémoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, 403 p.

La Nouvelle-France et le grand éparpillement canadien-français qui a pris de l'ampleur à partir des années 1860 sont rarement évoqués dans le même souffle. Les deux époques sont en effet fort différentes, la première étant coloniale et préindustrielle, la seconde, bien que non dépourvue d'aspects coloniaux, étant contemporaine et industrielle. Les deux se livrent ainsi à nous à travers des sources, des approches, des méthodes, des concepts et des débats qui sont propres à chacune d'elles et qui renforcent les hésitations à les réunir dans la longue durée. Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à explorer cette durée plus longue pour autant.

Selon Wien, Vidal et Frenette, on ne saurait en effet comprendre l'espace continental qu'est l'Amérique canadienne-française sans l'ancrer dans son histoire plus ancienne. Ils allèguent que le vaste mouvement d'émigration qui a mené à l'expansion de l'aire francophone hors de la vallée du Saint-Laurent a trouvé dans la Nouvelle-France un réservoir quasi inépuisable de précédents, d'analogies et de modèles, et que les associations tant mythiques qu'essentialistes entre l'un et l'autre sont étroites. Ainsi missionnaires, pionniers et explorateurs de la Nouvelle-France ont marqué le discours sur l'Amérique canadienne-française, tout comme celle-ci est venue infléchir à son tour le récit de leurs exploits. Un tel constat a incité Wien et ses collaborateurs à étudier les images de ces deux entités francophones dans leur convergence et leur modulation réciproque, le temps d'un colloque, organisé sous l'égide de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs à Québec en 2003. Le présent ouvrage, réunissant une vingtaine de textes portant sur divers contextes où ces représentations ont été formulées, en est l'aboutissement.

Le livre est divisé en quatre parties. Les deux premières portent sur le récit de la Nouvelle-France sans cesse remis sur le métier au gré de la longue tradition migratoire des Canadiens français. Les prises de vue y sont nombreuses et variées. Certaines portent sur le passé plus ancien, voire contemporain du Régime français,